

Qui contre-attaque l'Empire ?

Annick Stevens (Réfractions n°25, automne 2010)

Pour qui s'informe des conditions d'existence des populations humaines sur la planète Terre en ce début de 21^e siècle, il ne fait aucun doute que le bilan est largement négatif. Les unes s'accaparent la majeure partie des ressources naturelles et des produits du travail, se gavent d'hyper-consommation et vivent dans la peur de perdre le revenu qui leur donne accès à toujours plus de marchandises inutiles voire nuisibles. Les autres sont décimées par les famines et les guerres causées par les volontés rivales d'hégémonie sur les ressources naturelles et humaines. Les unes et les autres sont dominées par l'idéologie selon laquelle la croissance et les investissements, les dépenses des riches et l'austérité des pauvres finiront par réaliser le meilleur des mondes possibles, car il n'est pas de salut en dehors du système capitaliste. Cette ritournelle est du moins entonnée par tous les moyens de diffusion qui se trouvent aux mains soit des États soit des groupes économiques. Un peu partout des voix s'y opposent, et l'on peut maintenant trouver dans l'info-sphère mondiale toutes les informations et analyses sur la nuisance suicidaire du système et sur des manières possibles de le remplacer par un meilleur. Cependant, ces voix diffusées sur des canaux alternatifs rencontrent peu d'audience tant sont puissantes la foi et l'espérance dans la jouissance de l'abondance industrielle. Comprendre l'adhésion toujours massive des populations à l'institution économique et politique dominante demande de rassembler une multiplicité d'éléments d'explication, en n'excluant a priori ni l'explication par l'aliénation et la propagande, ni celle par les engrenages d'un système qui s'emballe sans que plus personne ne le maîtrise, ni celle par la somme fortuite des multiples lâchetés et égoïsmes individuels.

Cependant, ces diverses explications entrent parfois en contradiction, principalement du fait que les unes supposent l'action de sujets conscients, les autres l'action de forces non subjectives et non conscientes. Si ces dernières devaient s'avérer exclusivement vraies, il deviendrait inutile de s'interroger sur le sujet révolutionnaire, comme sur tout sujet d'action en général. Je reviendrai sur cette question, pour tenter de montrer qu'une explication satisfaisante de la marche du monde ne peut se passer ni de l'élément subjectif conscient (ou susceptible de devenir conscient), ni de l'élément objectif constitué par des conséquences non visées, non prévues et non maîtrisables, des actions des sujets.

Comment caractériser l'Empire ?

Il y a une dizaine d'années, un ouvrage ambitieux se proposait de renouveler radicalement la vision des rapports de forces géopolitiques, en décrivant un nouvel état du monde et de nouveaux sujets de sa transformation possible. Par la somme de données historiques et actuelles qu'il rassemble et par l'acuité de ses analyses, même si certaines ont pu être à juste titre critiquées, *Empire*, de Michaël Hardt et Antonio Negri¹ constitue une excellente base de discussion et d'évaluation.

On peut résumer la thèse des deux auteurs en quelques points :

— la situation géopolitique n'est plus impérialiste au sens où certains États en dominent d'autres par une forme ou l'autre de colonisation, mais la mondialisation économique se double dorénavant d'un pouvoir politique supranational, à travers certaines institutions comme l'ONU mais surtout en vertu d'un nouveau droit international qui justifie les guerres d'intervention soi-disant « justes » ou « humanitaires » de la part d'une véritable police internationale. (L'attentat du 11 septembre 2001 et la croisade anti-terroriste mondiale qui l'a suivi, loin de rendre obsolète cette analyse, lui donnent rétrospectivement raison).

¹ Traduction française chez Exils, 2000.

— Le pouvoir ne s'exerce plus sur la population comme un contrôle venant de l'extérieur mais a été intériorisé et influence directement tous les aspects de la vie (reprise du concept foucauldien de biopouvoir).

— Le pouvoir à la fois politique, militaire et économique, diffusé partout et qui n'a plus de centre ni de périphérie, est appelé l'Empire.

— L'Empire ne promeut plus la domination d'une race, d'un genre et d'une culture, mais bien l'hybridation généralisée et un « libre jeu des différences à travers les frontières » (p. 185). Sa stratégie, en effet, est la récupération à son profit des avancées sociales nées contre lui.

— Cette tendance à l'absorption et à la récupération est tellement constitutive de l'Empire qu'il faut considérer sa naissance comme une réponse des États à la mondialisation des luttes, celle-ci ayant précédé la mondialisation de la domination.

De cette description de la situation, il s'ensuit que :

— les luttes contre l'Empire ne doivent plus prendre pour ennemi l'État-nation, pas davantage qu'elles ne doivent appeler celui-ci à l'aide comme contre-pouvoir à la mondialisation capitaliste, ce qui serait une régression à la forme précédente de domination dont le dépassement est en soi une bonne chose. De même, les critiques postmodernes des dominations binaires visent un ennemi déjà dépassé, et c'est le cas aussi des critiques contre l'impérialisme du Nord sur le Sud : les inégalités se creusent dans toutes les régions du monde, avec seulement certaines différences de degré.

— Le potentiel nouveau des conflits est qu'ils ne doivent plus se relier horizontalement entre eux, à la manière des fédérations ouvrières dans l'Internationale, mais que « chacun saute verticalement et directement au centre virtuel de l'Empire » (p. 89), car ce centre est partout à la fois, et toute opposition l'atteint donc directement.

— L'ennemi capable de vaincre l'Empire est la Multitude, c'est-à-dire l'ensemble des singularités en lutte, dans la diversité même des thèmes et des domaines où elles s'expriment. L'aspect constituant de la multitude réside dans le fait qu'elle œuvre à « la libération du travail vivant » ; ses armes sont le « pouvoir créateur et prophétique », « l'activité réelle », « la création », « le désir immanent » (p. 98).

Ces thèses comportent à mon avis des avancées certaines, dont nous devons tenir compte pour rendre nos luttes plus efficaces.

En premier lieu, elles mettent en évidence le caractère faussement émancipateur de certaines pratiques, ou au contraire les condamnations trop rapides de certaines autres.

Par exemple, les valeurs jugées positives d'hybridation, de mobilité et de célébration des différences ne sont pas nécessairement libératrices en elles-mêmes (200) : les auteurs rappellent que les grands déplacements de populations sont en général contraints et n'aboutissent qu'à la pauvreté absolue, et que la célébration des différences est florissante dans l'Empire parce qu'elle se concentre sur les différences culturelles, non conflictuelles, sur lesquelles la domination peut s'étendre indistinctement, quitte à les utiliser lorsqu'elle en a besoin pour empêcher l'unification des dominés (249-250). Contre le relativisme postmoderne, ils estiment qu'il ne faut pas abandonner la notion de vérité : la recherche de la vérité est indispensable pour contrer « les pouvoirs mystificateurs et répressifs » ; ce qui nous libèrera, c'est la « prise de contrôle de la vérité » et de « la production de la mobilité » (201).

De la même manière, la mondialisation en tant que telle n'est pas nécessairement dominatrice, ni la relocalisation émancipatrice (75). L'une et l'autre sont utilisées par le capitalisme en fonction de ce qu'elles lui rapportent, et l'une comme l'autre peuvent être utilisées par les mouvements antisystémiques. Les concepts de « déterritorialisation » et de « reterritorialisation » ne sont donc pas par eux-mêmes indicatifs d'une oppression ou d'une libération, mais il est nécessaire dans chaque cas de préciser en quoi le local et le global peuvent avoir chacun un potentiel anti-capitaliste. Les deux niveaux, en effet, sont utilisés par le capitalisme. Les auteurs

rappellent les analyses limpides de Marx sur l'homogénéisation capitaliste réalisée par le déracinement du prolétariat, par la quantification de toute valeur ramenée à son équivalent en argent, et par l'application universelle des lois du profit, strictement immanentes au système car ne faisant appel à aucune justification extérieure (396-397). Mais en même temps, les nouveaux terrains conquis au marché, loin d'être tous utilisés de façon homogène, sont respecialisés et intégrés dans le système selon un modèle organique où chacun a une fonction différente à remplir, qui n'a de sens que par rapport à la totalité et interdit toute autarcie locale : selon ses avantages comparatifs, une région du monde sera consacrée exclusivement à une monoculture ou à une certaine production industrielle ou à l'extraction d'une ressource naturelle (282). La conclusion que ne tire pas l'ouvrage mais qui intéresse notre propos est que, d'après cette analyse, les luttes pour la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire pour la capacité d'une certaine région à subvenir par elle-même aux besoins de sa population, sont des luttes contre le capitalisme sous sa forme impériale mais ne sont pas nécessairement des luttes anti-capitalistes. En effet, elles s'opposent à ce qu'une région ne soit qu'un rouage dans le système global, capable de ne produire qu'une seule denrée et dépendante des autres pour tout le reste, mais elles ne s'opposent pas nécessairement à une organisation capitaliste régionale².

En ce qui concerne la thèse d'une domination impériale qui ne fonctionne plus par oppositions duelles, elle me semble exacte en ce qui concerne les dualités de race et de genre : il n'y a plus de lien nécessaire entre le fait d'être riche et puissant et celui d'être blanc et mâle ; la libération des mœurs et l'éclatement des barrières est une aubaine pour le marché qui se voit offrir de nouveaux consommateurs et de nouveaux types de produits. Il reste cependant un dualisme fondamental que les auteurs passent sous silence, de sorte que leur analyse de la domination ne peut être correcte et utile. Lorsqu'en effet, saluant la critique toujours vivace de Guy Debord, ils affirment que « le spectacle est à la fois unifié et diffus, de telle façon qu'il est impossible de distinguer l'intérieur de l'extérieur, le naturel du social, le privé du public » (237), ils oublient cet élément essentiel de la définition du spectacle qui est l'autonomisation de la sphère dominante, sa séparation de telle sorte que la majorité est dépossédée de toute maîtrise sur sa propre vie. Il y a là incontestablement une extériorisation du lieu de la domination, qui est plus que jamais appropriée à la situation actuelle. Le dualisme entre dominants et dominés est au centre de la situation impériale, désamorçant tous les autres dualismes. Quant à la disparition de la nature comme extérieure et distincte de la production artificielle (236), le diagnostic est correct si on le comprend au sens où la nature tout entière est considérée comme une ressource à exploiter et donc à intégrer dans le système de production-consommation — mais il n'y a là aucune donnée nouvelle par rapport à l'idéologie capitaliste depuis ses origines.

À propos de la relation entre les capitalistes et l'État, les auteurs font une distinction intéressante entre les capitalistes pris individuellement et l'intérêt collectif du capital : si l'État semble parfois limiter l'intérêt direct des premiers, c'est pour mieux renforcer à long terme le second, c'est-à-dire la classe capitaliste dans son ensemble, qui serait menacée par la compétition aveugle entre ses membres (372). Et s'il est vrai que les États-nations sont de moins en moins souverains, leur type de pouvoir s'est simplement déplacé vers « toute une série de corps et de fonctions internationaux » (375) dominés par les G 8 et autres « clubs » d'États qui garantissent aux sociétés capitalistes transnationales le loisir de gérer à leur convenance les flux financiers, commerciaux et démographiques. Il y a donc bien un pouvoir politique international, issu des instances gouvernantes nationales, qui soutient inconditionnellement le capitalisme et doit être combattu en même temps que lui.

La partie consacrée aux potentiels de résistance à l'Empire est nettement plus faible, peut-être par excès d'optimisme. En effet, Hardt et Negri veulent absolument trouver de quoi remplir leur « multitude », alors même que leur connaissance de l'histoire les mène à douter qu'il existe dans le monde actuel un véritable mouvement révolutionnaire comparable à ceux du 19^e siècle. Ils constatent que les luttes récentes (émeutes urbaines, intifada,

² Voir l'article de Jérôme Baschet, dans ce numéro, sur les illusions d'un combat contre la seule forme mondialisée et dérégulée du capitalisme.

soulèvement du Chiapas, révoltes en Chine et en Corée du Sud,...) sont restées locales et n'ont pas pu être reprises par d'autres régions moyennant une traduction « dans les termes de leurs propres projets révolutionnaires » (81), et ils se demandent si elles ne sont pas devenues *incommunicables* (85). Or c'est le fait d'un optimisme illusoire que de déplorer un manque d'unification, alors qu'un manque bien plus fondamental apparaît dans les exemples fournis, à savoir qu'aucun ne comporte de *projet révolutionnaire*. L'incommunicabilité est une conséquence de ce défaut essentiel, car toute revendication seulement réformiste est nécessairement orientée par ses conditions particulières et difficile à communiquer à d'autres mouvements qui, n'étant pas dans la même situation, demandent d'autres types de réformes ou de préservation des acquis. Seule la critique radicale du régime mondialisé peut être commune tout en gardant sa spécificité locale. Et seuls, à ma connaissance, les zapatistes du Chiapas ont porté et portent toujours cette revendication à la fois spécifique et universelle³.

Plus déficient encore est le discours de Hardt et Negri sur les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre l'Empire. Faire appel à Machiavel et Spinoza pour identifier les armes de la multitude n'était probablement pas le procédé le plus efficace, et l'on voit en quoi l'étroitesse de la chapelle philosophique de Negri l'empêche de se nourrir à des sources bien plus radicales. Outre les expressions déjà citées ci-dessus (« créativité », « désir », etc.), on nous dit de manière tout aussi vague qu'il faut aller vers une « humanité au carré, enrichie par l'intelligence collective et par l'amour de la communauté » (256). Certes, mais comment ?

Une de leurs propositions est d'agir directement de l'intérieur de l'Empire, « en poussant les processus qu'il met en œuvre au-delà de leurs limitations actuelles » (259). Mais par quel mécanisme des processus éminemment destructeurs et oppresseurs déboucheraient-ils sur leur contraire⁴ si on les poussait à bout, cela n'est pas du tout expliqué, et on peut douter au plus haut point que ce soit le cas. Un peu plus loin c'est plutôt la désertion qui est prônée, non pas au sens territorial mais au sens d'une dérobade, d'une défection par rapport aux injonctions de l'Empire (265). Cependant, quelles sont les conditions d'une défection alors que l'aliénation est généralisée, et par quels actes concrets pourrait-elle se manifester, ce n'est pas davantage explicité, et l'on se contente d'exalter un nomadisme dont l'ambiguïté a pourtant déjà été dénoncée (même considéré dans un usage métaphorique plutôt que proprement géographique, on ne voit pas comment ce nomadisme serait autre chose qu'une évasion illusoire hors d'un système qui est dit avoir pénétré toutes les sphères de la vie). Comme l'exprime bien Anselm Jappe : « dans un monde plein de scories radioactives, d'organismes génétiquement modifiés, de nappes phréatiques empoisonnées et dont la couche d'ozone est trouée, on ne peut pas prétendre désertier. On peut seulement essayer de reprendre les choses en main. »⁵.

D'une manière générale, les conditions subjectives de la libération sont étudiées de manière trop superficielle. Les auteurs ont raison d'estimer que la manipulation de l'opinion par les médias ne présente pas une différence de nature mais seulement de degré par rapport aux instruments qui ont existé dans le passé (391). Ils ont certainement raison d'identifier la peur comme un instrument essentiel du pouvoir impérial : peur de la violence, de la pauvreté, du chômage, angoisse du futur savamment entretenue dans les discours quotidiens, tout cela constitue un obstacle majeur à l'unification des opprimés et à l'opposition au système, auquel on se cramponne comme à la seule planche de salut. La construction sociale de la subjectivité est évoquée à travers la distinction foucauldienne entre les institutions disciplinaires de la modernité (école, caserne, usine...) et le constructivisme

³ Une étude extrêmement intéressante à ce propos est celle de Roy Krøvel, « Anarchism, the Zapatistas and the global solidarity movement ». Disponible sur <http://www.anarchist-studies-network.org.uk/documents/Anarchism%20and%20World%20Politics/Kr%C3%B8vel2.pdf>.

⁴ Car la destruction du capitalisme est clairement affirmée comme indispensable (par ex. p. 284), y compris dans son versant politique de « régulation politique du marché mondial » (293).

⁵ Anselm Jappe et Robert Kurz, *Les habits neufs de l'Empire. Remarques sur Negri, Hardt et Ruffin*, Lignes – Ed. Léo Scheer, 2003, p. 46. Les critiques féroces adressées à *Empire* dans cet ouvrage sont parfois pertinentes (notamment sur l'absence d'une mise en question radicale du système économique productiviste fondé sur la valeur), mais parfois aussi exagérées voire délirantes (Negri serait antisémite et nazi parce qu'il s'attaque particulièrement à la classe des spéculateurs financiers).

social de la postmodernité, selon lequel la discipline n'est plus une voix extérieure mais « une pulsion intérieure impossible à distinguer de notre volonté, immanente à notre subjectivité même et inséparable d'elle » (400). On n'y trouve cependant aucune réflexion sur la question essentielle du rapport entre l'individu et l'institution sociale dans laquelle il se constitue en tant qu'être humain et qu'il modifie à son tour sous certaines conditions, qu'il faudrait précisément mettre en évidence. L'important, en effet, est de comprendre comment se fait l'intériorisation de la discipline et donc aussi comment elle pourrait ne pas se faire. De même, il ne suffit pas de dire que le passage à la société de contrôle a conservé l'autodiscipline mais en rendant les subjectivations plus multiples et plus flexibles ; il faut comprendre comment se fait la subjectivation d'un individu, non seulement selon les catégories sociales prédéterminées dans lesquelles il s'insère, mais aussi selon d'autres critères de réalisation de soi qui ne s'épuisent pas dans les rôles sociaux. C'est un travail qu'avait commencé à faire Castoriadis, en utilisant les outils de différentes disciplines comme l'anthropologie ethnographique (comment les choses se passent-elles dans d'autres sociétés ?), la psychanalyse (comment l'individu se constitue-t-il psychiquement en interaction avec les autres ?), l'ontologie (quel est le rapport entre le réel et l'imaginaire, quel être nouveau peut-il être inventé ?), l'anthropologie philosophique (l'homme est un être social et historique ; l'histoire est essentiellement création). Si tout militant ou analyste politique ne peut évidemment pas s'atteler à poursuivre une telle élucidation, il doit en tous cas être conscient de sa complexité.

Un autre faille importante de l'ouvrage est l'affirmation que la faiblesse de l'Empire viendrait du fait que son pouvoir n'est que destructeur et négatif, tandis que toute la force productrice et affirmative se trouve du côté de la multitude, dont l'Empire est un parasite. L'action de l'Empire serait « mue par un rebond de la résistance de la multitude contre le pouvoir impérial », de sorte que « la résistance est effectivement antérieure au pouvoir » (435). L'Empire ne serait donc que répression, dirigée contre une résistance qui n'était résistance à rien puisque la répression ne la précédait pas. Au-delà de la logique douteuse du raisonnement, comment accepter la réduction soudaine du capitalisme impérial à un phénomène réactif, dérivé, déterminé par ce à quoi il s'oppose et dépourvu par lui-même de toute construction positive ? C'est évidemment ignorer la nécessité interne au capitalisme de s'étendre activement sans fin, ce que les auteurs reconnaissent pourtant ailleurs.

On l'aura compris, la fin du livre est de plus en plus décevante. D'une part se répètent de manière presque incantatoire les mêmes affirmations dépourvues de tout ancrage dans l'observation : la multitude est productrice, autovalorisante, et même « par nature révolutionnaire » (475) ; elle produit déjà de façon autonome grâce à la puissance du désir, de la communication et de l'amour. De quels faits, de quels mouvements sont tirées ces affirmations, qui en fin de compte constitue ainsi la multitude, on le cherche sans le trouver. D'autre part, lorsque quelques pistes d'organisation politique sont enfin proposées, elles sont stupéfiantes de candeur et d'inadéquation : une citoyenneté mondiale (« des papiers pour tous ») dans une démocratie « participative » où s'affrontent des contre-pouvoirs en immanence ; un « salaire social » pour tous ; l'appropriation des machines par des travailleurs devenus eux-mêmes machiniques. Il suffirait pour tout changer que tout le monde voyage, se mélange et fraternise dans une communauté de même espèce (437) ! Ni l'instauration d'un mode de décision politique qui empêche les dominations, ni l'importance de la prise en mains par chacun de sa propre vie ne semblent être des préoccupations des auteurs.

Dans *Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire* (La Découverte, 2004), Hardt et Negri répondent à certains reproches qui ont été adressés à leur thèse, mais ils se concentrent sur des reproches plutôt peu pertinents, comme celui de spontanéisme, de mise à l'écart de la classe ouvrière ou d'insuffisance du concept même de multitude. Ils ne comblent cependant pas leur principal défaut, qui est de se leurrer sur l'existence d'un mouvement réel de grande ampleur qui porte un projet révolutionnaire, et d'être incapables de justifier leur affirmation répétée que les travailleurs immatériels des sociétés informatisées ou les migrants poussés par la misère sont porteurs d'une alternative opposée à l'Empire.

Des conditions subjectives de la libération

Essayons d'aller plus loin dans l'investigation des conditions d'un renversement total du système de domination globale. Une première question très disputée est celle de savoir si le capitalisme est sur le point de s'effondrer sous ses propres contradictions (qui s'expriment actuellement sous forme de limites : limite auto-destructrice de certaines pratiques spéculatives, limite des marchés, des ressources, des déchets), ou si au contraire les moyens toujours renouvelés par lesquels il surmonte ses crises montrent que son adaptabilité est illimitée. Une autre question, voisine mais distincte de celle-là, est de savoir si le capitalisme est un processus qui se déroule de lui-même inéluctablement, indépendamment des activités des êtres humains qui cherchent à le renforcer ou à l'affaiblir. Est-ce la lutte entre volontés humaines antagonistes qui déterminera l'avenir du capitalisme, ou est-ce le jeu de forces que personne ne contrôle, pas même les plus grands détenteurs du pouvoir financier et géopolitique ? Une théorie cohérente de l'aliénation, ou de la société du spectacle au sens où l'a formulée l'Internationale situationniste, montre que les actions des possédants eux-mêmes sont contraintes par le système. Certes, ils prennent des décisions conscientes dans leur propre intérêt, mais ces décisions sont prédéterminées par le cadre inconscient de la valeur (ils sont incapables de penser une valeur autre que financière et d'agir autrement que suivant la loi du profit) ainsi que par les conflits de concurrence au sein de leur propre classe⁶. Cependant, si cette description de l'action des possédants explique bien pourquoi ils ne sont pas des acteurs tout à fait libres, cela n'empêche en rien qu'ils soient effectivement les responsables du renforcement du capitalisme à leur profit. Et s'ils sont obligés de lutter constamment contre leurs concurrents, au point que certains sont parfois perdants, cela n'empêche pas que globalement leur classe soit toujours gagnante ni qu'ils sachent très bien ce qu'il faut faire pour qu'elle le reste.

Si l'on veut garder l'image d'une machine qui s'emballe et que personne ne maîtrise, il faut du moins l'explicitement pour éviter de faire croire à un processus sans acteurs, à des forces sans origines. Ce qui est clair, c'est qu'une grande partie des activités des dominants comme des dominés est effectuée machinalement, à l'intérieur d'un cadre général qui n'est pas interrogé, avec des objectifs strictement personnels et à très court terme. Il est clair aussi que, lorsque même nous parvenons à prendre une distance réflexive sur l'ensemble des institutions du système et sur le rôle que nous y jouons, si même nous prenons conscience de la nécessité de cesser d'en être des rouages et des complices, le système implacablement continuera sans notre participation, en nous entraînant à ses marges comme des puces accrochées à la queue d'un éléphant. Cependant, rien n'empêche a priori les puces de devenir tellement nombreuses qu'elles l'emportent en poids sur l'éléphant et le fassent s'effondrer. Et si certains se sont déjà transformés en puces, rien n'empêche a priori les autres de le faire. Il n'y a pas d'inéluctabilité anthropologique de l'aliénation, même s'il y en a pour le moment une domination écrasante.

La libération comporte deux grandes étapes : d'abord, (dans le désordre et au choix) la distanciation, la réflexion, la prise de conscience, le dégoût, le désir d'autre chose ; ensuite, le passage à l'acte, le changement de vie dans la mesure du possible et le combat pour que ce possible augmente sans cesse. Cette augmentation dépend de la démarche des autres, c'est pourquoi on ne peut se passer de la propagande au sens militant du terme, qu'elle soit par le fait ou par l'écrit.

Il faudra inlassablement démontrer que le capitalisme n'est pas le système le plus efficace pour assurer la subsistance de la planète, qu'il lui est matériellement impossible d'élever tout le monde au même niveau de consommation, qu'il est inséparable des famines et des guerres. Lutter contre le désir consumériste par la mise en avant d'autres désirs : celui du temps retrouvé, d'un environnement sain, d'échanges humains sincères et pacifiques, du développement de potentiels inexplorés... Par la suppression aussi de tout ce contre quoi la consommation est un refuge et une compensation : les frustrations, les humiliations, l'absurdité du travail, la guerre de tous contre tous. Tout cela suppose de diffuser une autre conception de la vie humaine, qui ne mette

⁶ Sur la domination totale du fétichisme de la marchandise, voir A. Jappe, *Guy Debord* (Denoël, 2001) et *Les Aventures de la marchandise, pour une nouvelle critique de la valeur*, Denoël, 2003.

plus au centre de ses activités la production de marchandises, dont la place devrait se trouver tout en bas de l'échelle des valeurs, dans les tâches indispensables dont on se débarrasse le plus rapidement possible⁷.

La deuxième étape de la libération est plus difficile, car l'exercice effectif de l'autonomie suppose des conditions qui ne sont pas encore advenues. Rien n'empêche cependant de les construire progressivement. Ainsi, par exemple, on peut se débarrasser progressivement de l'argent. C'est une étape essentielle sur la voie de l'autonomie, car ne plus avoir besoin d'argent pour assurer sa subsistance est une condition indispensable pour ne plus devoir vendre sa force de travail (manuelle ou intellectuelle, peu importe) ni dépendre d'une allocation de l'État. Or, on a besoin d'argent tant qu'on n'a pas créé un réseau suffisamment étendu et varié pour assurer toutes les productions nécessaires à la vie. Un tel réseau ne peut se constituer tout entier en un jour ; mais il en existe de timides anticipations, par exemple les « systèmes d'échanges locaux » (SEL). Si, au lieu de proposer des services aussi superficiels que la garde d'animaux pendant les vacances ou la réalisation d'une recette de cuisine, ces groupes s'échangeaient des services fondamentaux tels que : construction ou rénovation de logements, productions alimentaires diverses, production d'outils et d'énergies renouvelables, consultations médicales, etc., chaque membre pourrait ainsi progressivement diminuer son besoin d'acheter à l'extérieur⁸. Bien entendu, il ne faudrait pas remplacer l'argent par un autre étalon qui, pour rendre commensurables les diverses productions, exigerait d'attribuer à nouveau aux produits une valeur d'échange à côté de leur simple valeur d'usage. Au contraire, comme l'ont toujours proposé les anarchistes, chacun donnera ce qu'il pourra et recevra ce dont il a besoin, sans qu'il soit nécessaire de quantifier et de comparer. Si l'un des produits de base est trop rare, on mettra toutes les intelligences ensemble pour trouver une solution, et on la trouvera car rien n'est plus puissant que l'intelligence collective orientée vers un but commun. On assumera que l'argent est encore nécessaire pour les premières installations, par exemple pour l'achat de terres et de matériaux ; mais il existe déjà dans les milieux alternatifs des substituts solidaires au crédit bancaire, comme les groupes d'achat foncier (GAF) qui sont en train d'expérimenter différentes manières de concevoir le don et le contre-don. On assumera la nécessité de sources de revenus extérieures dans un premier temps, mais tous les efforts seront tendus vers leur suppression la plus rapide possible.

Des conditions culturelles de la révolution

À côté de la réflexion sur les conditions subjectives conscientes du changement radical, l'observation des régions du monde où semblent se lever les contestations les plus massives donne à penser que toutes les cultures ne favorisent pas également la résistance au capitalisme. La région du monde actuel où l'on assiste aux mouvements sociaux les plus vastes et les plus radicaux est sans conteste l'Amérique latine. La culture amérindienne est souvent invoquée comme raison principale de la résistance au capitalisme qui s'y manifeste dans de larges couches des populations (mais non des gouvernements, il faut le préciser, car certains gouvernements « de gauche » sont sans doute opposés à la phase ultra-libérale et globalisée du capitalisme, mais aucun ne va au-delà d'un capitalisme national tempéré de redistribution sociale). Les atouts anti-capitalistes principaux de cette culture semblent être l'organisation communautaire, l'absence de division du travail, le respect (sacralisé ou non) de la nature. Ces caractères empêchent le développement d'une exploitation tant de la nature que des hommes entre eux, et favorisent la communauté d'intérêts et la cohésion sociale.

Les sociétés européennes (ou européanisées) se caractérisent au contraire par la division du travail, par une très grande spécialisation des savoir-faire entraînant une grande diversité d'intérêts et de conditions. C'est un trait

⁷ Tout ceci est exprimé de manière convaincante et limpide dans le *Manifeste contre le travail* du groupe Krisis (trad. franç. Éd. Léo Scheer, 10/18, 2002).

⁸ De tels réseaux s'installent depuis peu en Catalogne sous le nom de « coopératives intégrales » (voir sur : <http://www.17-info.fr/node/4327>). Leur premier objectif, qui est le refus de payer les banques et l'État, peut sembler plus opportuniste que révolutionnaire, mais les objectifs à plus long terme sont clairement de se débarrasser des relations de type capitaliste.

culturel qui remonte très loin, certainement à la division tripartite indo-européenne entre producteurs, guerriers et rois-prêtres, la production se ramifiant très tôt en une multiplicité de métiers. La complémentarité entre les activités économiques est ainsi la base de l'organisation sociale, ce qui entraîne la nécessité des échanges et l'apparition d'un étalon des valeurs, la monnaie. Au contraire, en Amérique indigène, chaque communauté développe un seul mode de ressource, et s'en contente. Dans une communauté de chasseurs, tout le monde est chasseur, dans une communauté sédentaire, tout le monde est agriculteur, et de même pour les pêcheurs et les éleveurs. Dans le cas des communautés agricoles, il faut ajouter que le mode dominant est celui de la possession collective des terres et de leur travail en commun. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, cette possession collective n'est pas inconnue de l'Antiquité européenne, car plusieurs exemples en sont signalés par Aristote et ses avantages sont soulignés par plusieurs théoriciens de l'économie. Les dangers de la parcellisation qui sont évoqués à l'époque sont déjà ceux que l'on observe aujourd'hui : problèmes des héritages, de la vente du bien individuel et donc de la concentration finale entre quelques mains. Les peuples germains ont gardé longtemps une telle organisation collective. Il y a donc eu à un certain moment, différent selon les régions, un choix, un tournant vers l'individualisation. Prendre conscience de ce choix, c'est aussi prendre conscience qu'on peut faire le choix inverse. De la même manière, l'activité commerciale visant à l'enrichissement et la fructification de l'argent ont été longtemps considérées comme méprisables, au moins jusqu'à l'époque moderne. Autrement dit, pour un Européen, connaître sa propre culture et sa propre histoire peut constituer un moyen d'émancipation par le refus d'une assignation à un destin et à une mentalité uniques.

Ce n'est donc pas tant l'héritage culturel que la mémoire qu'on en a et surtout la volonté de s'y référer qui sont déterminantes comme moteur de la résistance. C'est pourquoi, même les peuples indigènes ne sont résistants que s'ils revendiquent leur mode de vie comme préférable à celui qu'on cherche à leur imposer. Cela suppose de ne pas considérer le plus ancien comme nécessairement arriéré, archaïque, en retard sur l'évolution. Ni l'inverse d'ailleurs : le choix lucide n'a que faire de ces classements, et dans les plus intéressantes parmi ces luttes, plusieurs traits traditionnels sont volontairement abandonnés, comme la domination sur les femmes. Il reste que les peuples qui n'ont pas perdu l'habitude de s'organiser collectivement ont une immense longueur d'avance sur ceux qui doivent retrouver une socialité (presque) perdue.

En outre, à côté de cette condition culturelle, on observe une différence flagrante de combativité, due sans doute en grande partie à des situations extrêmes qui, si elles ne sont pas absentes des pays industrialisés, ne concernent que des minorités marginalisées. J'évoquerai deux exemples qui illustrent à la fois la promptitude à la révolte de masse, la capacité d'auto-organisation à grande échelle, la méfiance envers l'institution étatique, mais aussi la difficulté à maintenir la mobilisation dans la durée⁹.

Dans la constitution équatorienne de 2008, l'accès à l'eau est garanti comme un droit humain et sa privatisation interdite ; cependant, en mai 2010 de fortes mobilisations se sont opposées à une nouvelle « Loi sur l'eau » qui prévoit d'importantes concessions aux compagnies minières, agroexportatrices et vendeuses d'eau en bouteilles, concessions considérées par les indigènes et petits paysans comme des privatisations larvées. Face à l'accaparement de la majeure partie de cette ressource par les entreprises, la revendication principale est que la gestion de l'eau reste aux mains des communautés, qui dans des régions entières ont elles-mêmes construit le système d'adduction et de distribution. L'État considère au contraire ces revendications comme des tentatives d'accaparement de la part de groupes minoritaires, et il prétend que seule la propriété étatique assurera durablement l'accès à l'eau pour tous¹⁰. En Bolivie, autre État social-démocrate « de gauche », la même tension s'observe entre la collectivisation et l'étatisation des fournitures de base. Dix ans après la « guerre de l'eau » qui avait opposé toute la région de Cochabamba (un million habitants) à la privatisation, le bilan est en demi-teinte :

⁹ J'ai développé davantage plusieurs de ces expériences dans le n°17 de Réfractaires, sous le titre « Comment reprendre en mains le pouvoir politique ? »

¹⁰ Voir notamment <http://www.kaosenlared.net/noticia/ecuador-agua-derecho-humano-no-negocio>

après la grande victoire qui a vu tomber un gouvernement ultra-libéral, débouter les transnationales et créer un organisme public de distribution de l'eau, celui-ci gère avec beaucoup d'inefficacité et de corruption une partie du réseau, tandis que les associations d'habitants gèrent eux-mêmes environ un quart du réseau dans la partie Sud de la ville. L'immense mobilisation populaire, motivée à l'époque par la flambée des prix, est en grande partie retombée, ce qui tendrait à confirmer que seules les situations extrêmes provoquent des révoltes tandis que les situations à moitié satisfaisantes maintiennent la population dans la débrouille quotidienne, sans exigence de changement. On pourrait bien sûr évoquer le cas de l'Argentine pour renforcer cette impression.

Ne pas perdre la terre

Il reste à mentionner un enjeu essentiel que ces toutes dernières années a rendu plus que jamais manifeste, et qui ajoute une composante incontournable à ce que devrait être un mouvement révolutionnaire, c'est la possession de la terre. Une membre de la coopérative Longo Mai¹¹ a rassemblé les informations disponibles sur l'accaparement de terres cultivables à grande échelle par des États, des banques ou des multinationales. Le résultat est terrifiant : dans des dizaines de pays, dont certains ne survivent que grâce à l'aide alimentaire des Nations-Unies, comme le Soudan ou l'Éthiopie, des milliers d'hectares de terres agricoles ont été achetés ou loués par des États riches non agricoles comme les pays du Golfe ou la Corée du Sud, parfois au prix de déplacements forcés massifs de populations¹². En effet, les gouvernements de ces pays « pauvres » préfèrent vendre leurs bonnes terres contre des devises plutôt que de la répartir pour nourrir leur propre population. À Madagascar, le peuple s'est soulevé en 2008 pour empêcher son président de louer 1,3 million d'hectares, soit la moitié de sa surface cultivable, au groupe coréen Daewoo ; la révolte a fait tomber le président, mais d'autres contrats du même type quoique plus modestes ont été signés. De leur côté, de grandes banques européennes achètent d'immenses étendues de terres cultivables uniquement comme investissement. En 2007, pendant que des révoltes de la faim éclataient dans une cinquantaine de pays du globe, l'Institut d'économie mondiale de Hambourg et la Banque Berenberg conseillaient des placements dans les terres agricoles, les champs, les prairies et les forêts : « Investir dans de la terre agricole, c'est très séduisant. Le charme particulier de ce placement conservateur vient surtout du changement climatique. Les thèmes de l'énergie, des matières premières et de l'alimentation vont influencer de manière déterminante sur notre vie future. Et comme les terres riches sont en nombre limité, il est logique que leur valeur augmente. »

Devant l'ampleur du phénomène et les inquiétudes de certaines organisations internationales, la Banque mondiale vient de consacrer une étude à l'acquisition à grande échelle de terres agricoles dans 20 pays du globe, suite à laquelle elle a édicté, en collaboration avec la FAO, le FIDA (Fonds International pour le Développement de l'Agriculture) et la CNUCED (Commission des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement), des principes censés garantir le bon déroulement de ces investissements. Or, ces principes, formulés selon le plus pur langage libéral-gouvernemental, ne vont en rien servir à protéger les populations (ils sont les suivants : respect des droits de jouissance du sol et des ressources ; réalisation de la sécurité alimentaire ; respect de la transparence, de la bonne gouvernance et d'un environnement des affaires favorable ; consultation et participation des parties prenantes ; investissement responsable dans l'agro-industrie ; soutenabilité sociale ; soutenabilité environnementale). Il ne faut pas être expert en décodage pour comprendre que tout est destiné à se passer entre les gouvernements et les gros investisseurs. Le message est d'ailleurs clair puisque la même étude déclare que, vu le faible niveau d'investissements dans l'agriculture, en particulier en Afrique, tout investissement public ou privé, dans des pays où les revenus sont bas et dans les zones rurales, est souhaitable en principe.

¹¹ Communauté de vie et coopérative de productions diverses, principalement agricoles, fondée en 1973 et dispersée sur une dizaine de sites en France, en Suisse et en Allemagne. D'orientation politique clairement libertaire, très active sur de nombreux fronts de lutte, diffusant journaux et radio, membre de plusieurs réseaux d'associations alternatives.

¹² Voir l'étude complète datant d'octobre 2008 sur le site du GRAIN (en anglais) : www.grain.org/briefings_files/landgrab-2008-en.pdf

Interpellé par une association belge membre de Via Campesina sur le peu de bénéfice qu'apporteront de telles mesures aux populations locales, le Gouverneur de la Banque mondiale pour la Belgique s'est contenté de signaler qu'un site de consultation était à la disposition de la société civile pour recueillir des suggestions et commentaires¹³.

En Europe occidentale, la raréfaction des terres agricoles est tout aussi préoccupante, mais elle a plutôt pour origine le remplacement de celles-ci par des zones commerciales ou habitables. Étant donné la difficulté de survivre pour un exploitant agricole classique et la valeur beaucoup plus élevée du terrain bâtissable, tous les acteurs ont un intérêt immédiat à modifier l'affectation des sols, que ce soit les maires, les entrepreneurs ou les petits propriétaires. Or, la disparition progressive de la production locale, notamment maraîchère, profite comme on le sait à la grande distribution, à l'agro-industrie chimique, à l'exploitation d'une main-d'œuvre agricole sous-prolétarisée, avec son cortège de dégâts écologiques et humains.

Face au désastre qui arrive, une des meilleures réponses dans nos pays est le développement des circuits courts de production et distribution, comme les AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne), les achats collectifs de terres cultivables (comme les Groupes d'achat foncier), la pression au cas par cas sur les plans d'affectation des sols et, pour aller plus loin vers une économie post-capitaliste, le développement de modes de vie mixtes, où se mêlent les activités rurales et citadines, manuelles et intellectuelles.

Dans les pays où l'accaparement est massif, ce sont les réponses tout aussi massives qui peuvent être efficaces. Ainsi, au Pérou, des indigènes Aymaras et Quechuas ont occupé un million d'hectares sur lesquels ils cultivent 40% des aliments du pays. Le Mouvement Sans terre du Brésil comprend actuellement un million de familles, qui trouvent leur subsistance sur des terres accaparées jadis par les latifundistes. Le Congrès National Indigène du Mexique, réuni en mars 2010, a proclamé dans sa déclaration finale qu'il refusait les projets routiers, immobiliers, touristiques, miniers, agro-industriels, de barrages hydrauliques et de champs d'éoliennes sur tous les territoires reconnus aux peuples indiens depuis la révolution de 1910-1917, et que l'autodéfense indigène empêchera l'exécution de ces projets. Non seulement ils ont conscience que leur subsistance dépend de la sauvegarde de leurs terres agricoles, mais en toute connaissance de cause ils refusent d'abandonner ce mode de vie pour adopter celui de la main-d'œuvre dépendante et exploitable. Malheureusement, ils constituent une minorité dans la population mexicaine, tentée par le mirage de l'argent, comme le dit un fugitif d'Atenco :

« Beaucoup de paysans ne comprennent pas qu'en vendant leurs parcelles (même pour un million de pesos l'hectare, comme l'offre aujourd'hui la Commission Nationale de l'Eau) ils vendent le patrimoine de leurs petits-enfants. Mais combien de temps dure un million de pesos ? Pas longtemps, deux ans maximum. On agrandit la maison, on ajoute une ou deux chambres, et c'est tout. L'argent s'écoule comme l'eau. La terre, au contraire, dure pour toujours. Toujours elle donne de quoi manger, même si ce ne sont que quelques herbes. Quand on a de la terre on a un futur. C'est ce que m'a enseigné mon grand-père. C'est cela la sagesse qui est en train de se perdre. »¹⁴

Conclusion provisoire

Au terme de ce parcours encore bien trop partiel, est-il possible de mieux identifier quelles sont les luttes actuelles qui manifestent un potentiel révolutionnaire, c'est-à-dire une prétention et une capacité à renverser le

¹³ Pour les amateurs de langage technocratique : <http://www.responsibleagroinvestment.org/rai/>. L'étude de la Banque mondiale peut être consultée sur : http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,1280

¹⁴ Adán Espinoza Rojas, poursuivi après la rébellion d'Atenco, est resté quatre ans dans la clandestinité avant de pouvoir réapparaître suite à la libération des prisonniers et à la levée des poursuites contre tous les activistes. Source : La Jornada, 23 juin 2010.

Le système capitaliste et son corollaire politique, la démocratie représentative ? D'un côté, les luttes internes au système capitaliste, dirigées contre les exploitations sauvages et les profits outranciers, peuvent affaiblir la classe dominante et révéler l'incapacité du système à se maintenir sans ces outrances ; elles peuvent limiter l'hégémonie et la prédation, ce qui à court terme est bénéfique aux populations. D'un autre côté, seules peuvent être considérées comme révolutionnaires les revendications d'une toute autre organisation économique et politique, inséparable d'un changement radical des valeurs. On trouve dans le monde de nombreux exemples des premières, extrêmement peu des secondes. Or les premières risquent de faire obstacle aux secondes si elles sont considérées comme des fins en soi et non comme des étapes à court terme devant être dépassées par un projet plus radical. Il semble donc bien qu'on n'ait que des pré-potentiels, sur lesquels il nous reste à semer les graines de la subversion véritablement libératrice. Plus que jamais se révèle actuel le mot de Gramsci : ayons le pessimisme de l'intelligence, l'optimisme de la volonté.